

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 31/07/2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/07/2025

Partie nominative

LAFARGE CEMENTS

14-16 boulevard Garibaldi
92130 Issy-Les-Moulineaux

Affaire suivie par : Brice POULIQUEN

Courriel : brice.pouliquen@developpement-durable.gouv.fr

Références : 2025 956 UbD 16-86 Env

Code AIOT : 0007201529

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 30/07/2025 de l'établissement LAFARGE CEMENTS implanté 17 rue Léonard Jarraud CS 40011 16400 La Couronne. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site inte-Brnet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :





-Brice POULIQUEN, Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne, SEI 16, inspecteur de l'environnement

-Thomas POUSIN, Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne, SEI 16, inspecteur de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

M. Lionel LACROUX, responsable du site Lafarge La Couronne.

M. GAI, responsable production.

Rédacteur	Vérificateur	Vérificatrice	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement, Brice POULIQUEN 	L'inspecteur de l'environnement, Thomas POUSIN 	La fonctionnelle Eau du SEI, Marina KAMA 	L'adjoint au chef de l'UbD16-86, Brice POULIQUEN 

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

À l'issue de la visite d'inspection du 30/07/2025 de l'établissement LAFARGE CEMENTS implanté 17 rue Léonard Jarraud CS 40011 16400 La Couronne, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour les points de contrôle ci-dessous :

- **Analyses effluents et Liste des substances PFAS** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023 article : 2 et 3
- **Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS** - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020 article : L. 181-14
- **Mesures d'investigation** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998 article : 2
- **Mesures de suppression/réduction** - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021 article : L. 110-1+ L.523-6-1
- **Mesures de surveillance** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998 article : 2
- **Rejets milieu naturel** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/1998 article : 6.3 / 12.3 / 12.3.1
- **Confinement des eaux d'extinction** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/1998 article : 6.6.4

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Au regard des constats, il est nécessaire de fournir les **justificatifs** prouvant le respect de la conformité pour les points de contrôle ci-dessous :

- **Surveillance des eaux souterraines** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/1998 article : 6.5
- **Plan des réseaux** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/1998 article : 6.1
- **Installations électriques** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/1998 article : 9.6
- **Moyens de lutte contre l'incendie** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du

24/11/1998 article : 9.12

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 30/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE CEMENTS

14-16 boulevard Garibaldi
92130 Issy-Les-Moulineaux

Références : 2025 956 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007201529

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2025 dans l'établissement LAFARGE CEMENTS implanté 17 rue Léonard Jarraud CS 40011 16400 La Couronne. L'inspection a été annoncée le 27/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été réalisée notamment dans le cadre de l'action nationale PFAS considérant que l'établissement Lafarge est identifié dans le TOP99 national des plus grands émetteurs en PFAS / AOF.

En outre depuis 2024, l'inspection mène des échanges avec l'exploitant. Les premières investigations démontrent que les relargages massifs en PFAS / AOF proviennent d'une mauvaise gestion des opérations d'entretien et de nettoyage des ouvrages d'épuration (bassins de décantations, séparateurs à hydrocarbures...). La situation est en cours de régularisation avec des opérations d'entretien de ces ouvrages. A l'issue, de nouvelles analyses en PFAS / AOF seront réalisées pour s'assurer de l'efficacité des actions menées. Il est également demandé à l'exploitant de justifier de l'absence d'impact en PFAS / AOF provenant des rejets d'effluents industriels lors de l'exploitation de l'ancienne cimenterie arrêtée depuis 2016. La présente inspection a été diligentée pour s'assurer du respect des engagements pris par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE CEMENTS
- 17 rue Léonard Jarraud CS 40011 16400 La Couronne
- Code AIOT : 0007201529
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine de La Couronne est une cimenterie créée à l'origine en 1928, transformée en unité de broyage assurant la production et la vente de ciments depuis 2017.

L'ancienne ligne de cuisson, du calcaire et de l'argile, qui date de 1976 n'est désormais plus utilisée pour la fabrication du clinker, principal composant indispensable à la fabrication du ciment. Celui-ci est aujourd'hui acheminé par train depuis la cimenterie de Martres-Tolosane (Haute-Garonne).

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Analyses effluents et Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 et 3	Demande d'action corrective	2 mois
2	Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Demande d'action corrective	2 mois
3	Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
4	Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1	Demande d'action corrective	2 mois
5	Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
6	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 24/11/1998, article 6.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 24/11/1998, article 6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 24/11/1998, article 9.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/11/1998, article 9.12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Rejets milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 24/11/1998, article 6.3 / 12.3 / 12.3.1	Demande d'action corrective	2 mois
12	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 24/11/1998, article 6.6.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Piézomètres et puits	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de mettre en lumière que l'exploitant a pris des initiatives pour la gestion de la thématique PFAS. Des actions demeurent à effectuer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyses effluents et Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 et 3
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2 : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p> <p>Article 3 : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires</p>

d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Cette campagne porte sur :

1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;

2° L'analyse de chacune des substances suivantes :

Constats :

La campagne d'analyse réglementaire en PFAS et AOF a été réalisée en 2024 (février, mars et avril) et a bien été déclarée sous GIDAF. Il s'avère qu'au vu des flux rejetés, l'établissement Lafarge fait partie des plus gros émetteurs du territoire. Tous les résultats étaient en dessous des LQ sauf pour le mois d'avril 2024 où les résultats suivants ont été observés :

Acide perfluorobutanoïque	µg/l	<0.10	0.1	Non quantifié	
Acide perfluoropentanoïque	µg/l	<0.10	0.1	Non quantifié	
Acide perfluorohexanoïque	µg/l	<0.10	0.1	Non quantifié	
Acide perfluoroheptanoïque	µg/l	0.24	0.1	Quantifié	1
Acide perfluorooctanoïque	µg/l	0.22	0.1	Quantifié	2
Acide perfluorononanoïque	µg/l	<0.10	0.1	Non quantifié	
Acide perfluorodécanoïque	µg/l	<0.10	0.1	Non quantifié	
Acide perfluoroundécanoïque	µg/l	<0.10	0.1	Non quantifié	
Acide perfluorododécanoïque	µg/l	<0.10	0.1	Non quantifié	
Acide perfluorotridécanoïque	µg/l	<0.10	0.1	Non quantifié	
Acide perfluorobutane sulfonique	µg/l	0.29	0.1	Quantifié	3
Acide perfluoropentane sulfonique	µg/l	0.19	0.1	Quantifié	4
Acide perfluorohexane sulfonique	µg/l	1.09	0.1	Quantifié	5
Acide perfluoroheptane sulfonique	µg/l	<0.10	0.1	Non quantifié	
Acide perfluorooctane sulfonique	µg/l	1.72	0.1	Quantifié	6
Acide perfluorononane sulfonique	µg/l	<0.10	0.1	Non quantifié	
Acide perfluorodécane sulfonique	µg/l	<0.10	0.1	Non quantifié	
Acide perfluoroundécane sulfonique	µg/l	<0.10	0.1	Non quantifié	
Acide perfluorododécane sulfonique	µg/l	<0.10	0.1	Non quantifié	
Acide perfluorotridécane sulfonique	µg/l	<0.10	0.1	Non quantifié	
Acide perfluorotétradécane sulfonique	µg/l	<0.10	0.1	Non quantifié	
Acide perfluorohexadécanoïque	µg/l	<0.10	0.1	Non quantifié	
Acide perfluorooctadécanoïque	µg/l	<0.10	0.1	Non quantifié	
Ammonium perfluoro (2-méthyl-3-oxahexanoate)	µg/l	<0.10	0.1	Non quantifié	
4,8-Dioxa-3H-perfluorononanoic acid	µg/l	<0.10	0.1	Non quantifié	
Perfluoro[5-methoxy-1,3-dioxolan-4-yl]oxy acetic acid	µg/l	<0.10	0.1	Non quantifié	
2-perfluorohexyl ethanol (8:2)	µg/l	<0.10	0.1	Non quantifié	
2-perfluorooctyl ethanol (8:2)	µg/l	<0.10	0.1	Non quantifié	
Indice AOF	µg/l	2.4	2	Quantifié	7

Concernant les actions de suite à ces résultats notables, se référer aux PdC suivants.

Aucun process industriel encore présent sur site (à noter que le four cimentier est à l'arrêt depuis 2016) n'est, selon les déclarations de l'exploitant, à l'origine d'une production d'effluents liquides.

En revanche lors de la visite, l'exploitant a indiqué que deux incendies sont survenus en 2022 sur la zone Coke et sur la zone de démantèlement du four (feu de pailles de protection lors de la démolition pour limiter les émissions de poussières) a nécessité, dans les deux cas, le recours, par les pompiers, d'émulseurs pour procéder à l'extinction. Ces émulseurs contenaient des fluorés organiques.

Concernant les rejets, le seul point de rejet du site est celui identifié « Fontaine du Poirier » dans l'AP de 1998 qui capte les eaux pluviales du site. C'est en sortie de ce point que les analyses en PFAS et AOF ont été réalisées en février, mars et avril 2024. Pour justifier de l'unicité du point de rejet sur site, l'exploitant a transmis un plan des réseaux qui confirme, en complément de ses propos extraits du courrier de 17/02/2025, que « l'ensemble des eaux vont toutes de façon naturelle vers le bassin d'orage où s'opère la phase de décantation. A la sortie du bassin, se trouve un filtre avant de renvoyer les eaux vers le point de rejet dénommé « Fontaine du Poirier ». C'est

au niveau de ce point que sont réalisés tous les prélèvements des eaux de rejet depuis des années ».

Aussi dans son courriel du 13/06/2025, l'exploitant a indiqué que « aujourd'hui dans le process d'une usine de broyage, aucun produit ou substance ne contient de fluorés organiques ». Dans ce même courriel, l'exploitant identifie à ce jour potentiellement 3 hypothèses en lien avec la présence de PFAS et AOF dans ses rejets :

- « eaux de ruissellements suite aux interventions des Pompiers (mousse d'extinction) lors de l'extinction d'un incendie (ballots de paille de protection) dans la phase de déconstruction ;
- augmentation du lessivage des surfaces de la zone déconstruction suite à la diminution des tas de gravats pouvant entraîner les différents déchets ;
- débouchage d'un ovoïde (bouché lors de la phase de déconstruction) et dans lequel des éléments auraient pu stagner »

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté la présence de l'unique point de rejet tel que réglementé par l'arrêté préfectoral.

Suite à des échanges en salle, l'exploitant a précisé ne pas avoir formalisé de listes des produits présents sur site pour justifier que ces derniers sont bien exempts de fluorés organiques (PFAS...). De plus, aucune démarche n'a été entreprise pour s'assurer que les produits ayant été utilisés par le passé lors de l'exploitation de la cimenterie, étaient dépourvus en fluorés organiques. Cet exercice est indispensable d'autant plus que les fluorés organiques sont considérés comme des polluants éternels ; ainsi, tout marquage (épandage accidentel...) datant de plusieurs années peut encore être à l'origine de la présence de ces éléments dans les eaux de surface rejetées.

L'exploitant suppose que les marquages dans les eaux du bassin d'orage (qui sert de bassin de confinement) seraient notamment dus aux incendies de 2022 qui ont nécessité le recours d'émulseurs fluorés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En exploitant les fiches de données de sécurité, il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de :

- **transmettre une liste formalisée des produits utilisés sur site en justifiant la présence ou non de fluorés organiques (PFAS...) ;**
- **transmettre une liste des produits anciennement utilisés lors de l'exploitation de la cimenterie en analysant la présence ou l'absence de fluorés organiques (PFAS...) ;**
- **transmettre l'historique des éventuels incidents (épandage, déversement de produits...) qui seraient survenus par le passé mettant en jeu des produits contenant des fluorés organiques dans le cas où les inventaires demandés aux deux précédents alinéas auraient démontré le recours à des produits contenant des PFAS ;**

Il est aussi demandé à l'exploitant de transmettre le rapport des incendies de 2022 pour lesquels des émulseurs contenant des PFAS ont été utilisés et préciser la nature de l'émulseur utilisé (transmettre la FDS) et si possible, la quantité d'émulseur utilisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14
Thème(s) : Risques chroniques, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire
Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en oeuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
Constats : Aucune action particulière n'est prise à ce stade par l'exploitant dans la mesure où il considère que le procédé actuel ne requiert pas l'utilisation de produits / substances contenant des fluorés organiques. Ce point est toutefois à justifier tant pour les produits utilisés à l'heure actuelle et par le passé dans le cadre de l'exploitation de la cimenterie. Des éléments sont demandés dans ce cadre au précédent point de contrôle. À cet effet, aucun plan d'actions de suppression / réduction des PFAS n'a été encore défini par l'exploitant en lien avec le process. En revanche, des mesures d'investigation ont été menées pour connaître l'origine de ces derniers et définir la mise en œuvre d'actions pour limiter les relargages massifs comme observés en avril 2024 (cf. point de contrôle suivant).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En fonction des investigations qui seront menées pour répertorier les éventuels produits contenant des fluorés organiques et des éventuels incidents mettant en jeu de tels produits, il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de proposer à l'inspection un plan d'actions pour la réduction / suppression des émissions en PFAS. Cela peut se traduire par exemples par (liste non exhaustive et ces exemples peuvent être cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none">- la substitution de tels ou tels produits par d'autres exempts de PFAS ;- l'identification de zones sources potentiellement polluées par des polluants organiques suite à un épandage de produits / suite à l'incendie de 2020 et la mise en œuvre des mesures de gestion pour éradiquer la source ;- la mise en place de système de traitement des effluents liquides rejetés ;- etc. Pour rappel, la suppression, ou à défaut la réduction maximale, des émissions de PFAS est attendue.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> -prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>A la suite des analyses menées en février, mars et avril 2024 sur les paramètres PFAS et AOF, des investigations ont été menées pour identifier la cause potentielle des rejets notables observés en avril 2024 (voir résultats présentés au point de contrôle 1 du présent rapport).</p> <p>Par courrier du 17/02/2025, l'exploitant a indiqué que « les mesures d'avril sont dues aux fortes pluies ayant probablement entraîné un brassage de limons dans le bassin d'orage et potentiellement l'encrassement du filtre en sortie (deux séparateurs à hydrocarbures sur site). Dans notre système d'information de la maintenance préventive, le nettoyage du filtre est calé sur une fréquence de 36 mois ce qui nous amenait à un nettoyage en novembre 2025. Nous venons de faire réaliser le nettoyage par l'entreprise SARP et nous venons de modifier la fréquence à 24 mois afin de réaliser ces opérations. De plus, nous prévoyons de réaliser en 2025 un nettoyage complet du bassin d'orage ». L'exploitant avait aussi indiqué que de nouvelles analyses en AOF et PFAS auront lieu en mars, avril et mai 2025 pour s'assurer de l'efficacité des actions menées.</p> <p>Suite à ce courrier, l'inspection a pris note du plan d'actions sus-cité par courriel du 17/02/2025 en demandant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de réduire la périodicité de nettoyage du séparateur à hydrocarbures à une fréquence annuelle comme ce qui est requis réglementairement et non pas 24 / 36 mois ; ce qui est non-conforme ; - de transmettre les justificatifs que les boues pompées dans le séparateur à hydrocarbures, lors de l'entretien réalisé début février 2025, ont bien fait l'objet d'une analyse en PFAS / AOF de sorte à les envoyer vers une filière de déchets adéquate ; - de transmettre les bordereaux de suivi de déchets dangereux établis et les résultats des analyses en PFAS / AOF attendues. <p>Dans différents courriels, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bordereau de suivi des déchets dangereux (30 t) prélevés dans les séparateurs à hydrocarbures (code déchets 15 05 08*) mais l'inspection relève que le caractère dangereux au regard de la présence de PFAS / AOF n'a pas été regardé pour en définir la filière de traitement ; - la confirmation que les séparateurs à hydrocarbures du site seront nettoyés et curés tous les ans (prochaine intervention prévue en février 2026) désormais ; - la confirmation que les analyses complémentaires ont bien été réalisées les 20/21 mars et 24/25

avril mais que celles de mai sont reportées en juin - juillet 2025 faute de pluies observées en mai.

Par courriel du 13/06/2025, l'exploitant a présenté les rapports d'analyses des mesures en PFAS/AOF effectuées en mars et avril 2025 (les résultats ont été enregistrés sous GIDAF) : les teneurs au dessus de la LQ réglementaires (0,1 µg/l pour les PFAS et 2 µg/l pour les AOF) sont les suivantes :

=> mars : PFHxa : 0,1 µg/l (flux : 0,0021 g/j) et PFOS : 0,21 µg/l (flux: 0,0043 g/j)

=> avril : AOF : 4,9 µg/l (flux : 0,1013 g/j)

Les résultats démontrent des dépassements mais les rejets sont nettement inférieurs à ceux observés en avril 2024. Toutefois, des dispositions sont à proposer par l'exploitant pour poursuivre la réduction des émissions.

Les résultats de la campagne de mesure de juillet 2025 n'ont pas été présentés car le laboratoire APAVE est passé le 21/07 mais il a été constaté un manque d'eau qui n'a pas permis de réaliser le prélèvement. Celui-ci sera reprogrammé.

Concernant la gestion des déchets (boues et eaux des séparateurs curés), les teneurs en PFAS et AOF n'ont pas été spécifiquement regardées dans le cadre de l'acceptation préalable (cf. constat supra) alors que le document le prévoit explicitement. Sur les déchets de boues / terres qui seront produits lors du curage du bassin de décantation (un devis pour le curage a été présenté pour 300 m³ de boues daté de juin 2025 pour un montant de 25 k€ et un curage des réseaux en amont / ovoides va être aussi réalisé), l'exploitant a précisé ne pas avoir pris en compte le facteur PFAS / AOF. L'inspection l'enjoint à prendre en compte ce paramètre pour envoyer les déchets dans une filière ad hoc dans le cas où des PFAS / AOF seraient quantifiés.

Sur ce point, l'exploitant a fait réaliser des analyses en PFAS sur les boues du bassin d'orage à curer en juin 2025. La présence de PFAS est observée dans les boues de quelques µg/kg MS à 62 µg/kg MS pour le 8.2 FTSA. Les boues sont bien marquées en PFAS et il convient donc de trouver une filière ad hoc pour leur traitement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- remettre le rapport des analyses réalisées en PFAS / AOF de juillet 2025 à l'inspection dès réception du rapport par le laboratoire ;
- procéder dans les plus brefs délais, au curage des boues et terres du bassin de décantation et d'analyser les teneurs en PFAS / AOF présentes dans ces déchets curés ;
- d'orienter les déchets de curage du bassin supra dans une filière de traitement dûment autorisée et adaptée dès lors que des fluorés organiques (PFAS / AOF) sont quantifiées ;
- de transmettre à l'inspection, les justificatifs attestant du bon curage réactif du bassin, des analyses en PFAS / AOF des déchets curés et de la conformité de la filière de traitement retenue ;
- de proposer à l'inspection à l'issue des analyses réalisées après le curage du bassin (dont les résultats seront également à saisir sous GIDAF) et en fonction des résultats, un programme de surveillance des PFAS / AOF dans les eaux de surface rejetées de l'établissement.

Dans le cas où les déchets de curage du bassin ne seraient pas orientés dans une filière dûment autorisée à les traiter, l'inspection vous informe que des suites administratives pourront être proposées ainsi que des suites pénales (procès-verbal de délit) seront adressées au parquet.

Il est également demandé à l'exploitant de réaliser les curages des séparateurs à hydrocarbures

selon des fréquences annuelles et du bassin selon une fréquence adaptée qu'il conviendra de préciser.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Mesures de suppression/réduction

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L. 110-1 :</p> <p>1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.</p> <p>L. 523-6-1 /</p> <p>La France se dote d'une trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées des installations industrielles, de manière à tendre vers la fin de ces rejets dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° 2025-188 du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.</p> <p>Cette trajectoire, la liste des substances concernées ainsi que les modalités de mise en œuvre du présent article sont précisées par décret.</p>
<p>Constats :</p> <p>Compte tenu de l'absence de produits utilisés dans le cadre du process susceptibles de contenir des fluorés organiques, l'exploitant n'envisage pas de mesures de suppression et de réduction à ce stade si ce n'est d'entretenir de façon plus rigoureuse les dispositifs d'épuration des eaux pluviales (séparateurs et bassin de décantation). En revanche, ce positionnement pourrait changer en fonction des réponses aux points de contrôle supra.</p> <p>Toutefois, l'exploitant propose dans son courriel du 13/06/2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « en fonction des résultats des prélèvements de 2025 et une fois le bassin de rétention curé, nous verrons s'il est opportun de relancer une campagne en 2026 (potentiellement à mettre dans le budget 2026) - si ces nouvelles mesures venaient à être hors normes, nous mandaterions notre Direction Environnement et notre Direction Technique Centrale afin d'étudier les investissements nécessaires à réaliser » <p>D'autres investigations pourront être réalisées en fonction des résultats avec mise en œuvre de mesures de suppression / de réduction spécifiques restant à déterminer.</p> <p>En outre, il conviendra d'étudier la possibilité de traiter les eaux rejetées par des systèmes</p>

permettant la réduction des émissions en PFAS (charbons actifs, résines échangeuses d'ions...).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, le cas échéant et sous deux mois, de proposer un plan d'action de mesures visant à la réduction / suppression des émissions en PFAS (cf. demande faite d'un point de contrôle précédent). Ces mesures de suppression / réduction devront également étudier la possibilité de disposer sur site, d'une installation de traitement des effluents liquides pour abattre les PFAS (filtration sur charbons actifs, résines échangeuses d'ions...). L'exploitant transmet les éléments à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Mesures de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none"> - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
Constats : Lors de la campagne exploratoire de 2024, des dépassements des limites de quantification réglementaires ont été observés pour certains PFAS et pour l'indice AOF. Ce qui a conduit (cf. supra) l'exploitant à réaliser des opérations d'entretien des ouvrages de traitement des effluents au courant de l'année 2025. De nouvelles analyses PFAS / AOF ont été réalisées en mars et avril 2025 puis d'autres sont prévues en juin / juillet 2025 pour s'assurer de l'efficacité des actions mises en œuvre. Concernant les mesures de surveillance complémentaires, l'exploitant propose dans son courriel du 13/06/2025 : <ul style="list-style-type: none"> - « en fonction des résultats des prélèvements de 2025 et une fois le bassin de rétention curé, nous verrons s'il est opportun de relancer une campagne en 2026 (potentiellement à mettre dans le budget 2026) - si ces nouvelles mesures venaient à être hors normes, nous mandaterions notre Direction Environnement et notre Direction Technique Centrale afin d'étudier les investissements nécessaires à réaliser »
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, à l'issue des investigations et des actions restant à mener (curage du

bassin, identification des éventuels produits et sources pouvant être à l'origine des émissions en PFAS / AOF...) et au plus tard pour la fin de l'année 2025, de proposer un programme de surveillance adéquat en précisant les paramètres fluorés organiques à suivre et la fréquence des analyses à réaliser.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/1998, article 6.5
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de vérifier l'absence de toute influence de l'établissement sur la qualité des eaux souterraines, trois piézomètres au moins seront implantés sur le site de l'usine (1 à l'amont et 2 à l'aval hydraulique). L'implantation de ces ouvrages se fera en accord avec un hydrogéologue.</p> <p>Préalablement au démarrage de l'activité « coïncinération », puis semestriellement ensuite, une analyse des eaux prélevées dans chacun de ces piézomètres sera réalisée. Ces analyses porteront sur la détermination des caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -pH, DCO, DBO5, MES, azote Kjeldahl ; -Fe, Mn, Cu, Zn, F, As, Cd, cyanures, Cr, Hg, Pb, Sb, Va, Sn ; -Hydrocarbures, PCB, HAP. <p>Les résultats de ces mesures seront transmis à l'inspecteur des installations classées, qui les communiquera pour information à la DDASS. Les ouvrages de prélèvements seront fermés et cadenassés.</p> <p>Constat lors de l'inspection de 2024 :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté des rapports d'analyses réalisées semestriellement sur des paramètres définis dans l'arrêté d'autorisation.</p> <p>Un examen rapide de ces rapports met en évidence que, notamment, tous les métaux ne sont pas analysés.</p> <p>En revanche, l'exploitant indique que le suivi se fait sur 2 piézomètres et non 3 comme prévu dans l'arrêté (cf. rapport APAVE de l'analyse effectuée en avril 2024). Un prélèvement au niveau du puits « Cheminée » apparaît également sur certains rapports, sans que l'exploitant ne puisse expliquer.</p> <p>Il est rappelé que la surveillance des eaux souterraines, telle que prescrite par arrêté préfectoral, doit être poursuivie et que les résultats sont à transmettre régulièrement à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan de l'ensemble des analyses effectuées depuis 2014.</p>

Ce bilan comprend, notamment, tous commentaires utiles sur l'évolution constatée des paramètres analysés, sur la pertinence du réseau piézométrique de surveillance à mettre en place vis-à-vis des activités maintenues sur le site. Ce bilan est accompagné de l'ensemble des rapports d'analyses depuis 2014.

Constats :

Après retour de l'exploitant, il s'avère bien que tous les paramètres réglementés, dont les métaux lourds, sont bien analysés lors des campagnes d'analyses d'eaux souterraines depuis 2014 à minima. Sur site, l'exploitant indique que seulement 2 piézomètres sont analysés car le 3ème stipulé dans l'arrêté préfectoral faisait partie de l'usine mais était positionné dans l'ancienne carrière. Du fait du transfert de propriété, ce piézomètre n'est plus dans le périmètre ICPE.

Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que le puits Cheminée (appelé PZ 00) sera désormais utilisé et suivi pour les analyses des eaux souterraines. Ce puits est à considérer comme le 3ème piézomètre requis au titre de l'arrêté.

Dans son courriel du 13/06/2025, l'exploitant a transmis les rapports suivants :

- analyse fin 2024 sur les deux piézomètres du site (PZ12 et PZ14) : teneur notable vue en Cd de 0.0056 mg/l au niveau du PZ12
- analyse mars 2025 uniquement sur le PZ12 et sur le paramètre Cd. La teneur en Cd mesurée est 0.0023 mg/l soit en deçà de la limite 0,005 mg/l.

L'exploitant a expliqué que des analyses avaient été réalisées sur les 3 ouvrages piézométriques entre mai et juillet 2025. Le rapport n'était pas encore disponible.

De nouvelles analyses seront réalisées en fin d'année 2025 sur ces mêmes ouvrages.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de fournir à l'inspection les rapports de mesure de la qualité des eaux souterraines sur les 3 ouvrages piézométriques du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Piézomètres et puits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de

sécurité.
Constats : Au niveau des PZ12 et PZ14, il a bien été constaté la présence d'un capot au niveau de la coiffe des piézomètres et au niveau du puits Cheminée, la présence d'un couvercle métallique a été observée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/1998, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant et régulièrement mis à jour notamment après chaque modification notable et daté. Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection.
Constats : Lors d'échanges avec l'exploitant sur les sujets liés aux PFAS, un plan des réseaux a été transmis qui n'est pas légendé, ni daté et ne permet pas de connaître les différents réseaux et les ouvrages associés. En effet, les vannes, les réseaux, les séparateurs à hydrocarbures ... ne sont pas représentés. De plus, le plan transmis ne semble pas avoir été actualisé depuis les opérations de mise à l'arrêt et de démantèlement d'une partie du site (four cimentier...).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de transmettre un plan des réseaux conforme aux exigences supra et des arrêtés en vigueur pour son établissement. L'exploitant justifiera que tous les items du plan à jour permettent de répondre à la réglementation en vigueur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/1998, article 9.6
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée :

Constat lors de l'inspection de 2024 : L'exploitant indique procéder au contrôle de ses installations électriques par un bureau de contrôle tiers et une autoévaluation interne. Il fait réaliser certains travaux de réparations à des entreprises spécialisées.

Sur site, une équipe de 2 personnes habilitées est en mesure de procéder à la maintenance sur la Basse Tension et la Haute Tension.

L'exploitant a présenté plusieurs rapports annuels de contrôle réalisés par l'organisme APAVE. Un nombre très important d'anomalies apparaissent dans les rapports.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les modalités de suivi et de gestion des anomalies mentionnées dans les rapports de contrôles permettent de toutes les traiter.

L'exploitant devra transmettre l'ensemble des rapports des organismes de contrôles liés au suivi des installations électriques.

Il devra mettre en place un plan d'actions assorti le cas échéant de critères de priorisation des anomalies mises en évidence. Ce plan sera transmis à l'inspection des installations classées et des points d'étape réguliers sur l'état d'avancement du traitement des anomalies seront transmis.

Une mise en demeure pourra être proposée au préfet de la Charente si l'exploitant ne met pas en place le plan d'actions de traitement des anomalies et ne procède pas à la résorption des anomalies constatées dans les rapports de contrôles.

Constats :

Dans sa correspondance du 14/01/2025, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle de l'APAVE du 26/07/2024 consignant des dizaines de non-conformités électriques dont plusieurs sont récurrentes. Ce courrier était accompagné d'un plan d'actions listant les non-conformités et identifiant un degré de priorisation de résorption allant de 1 à 3.

Toutes les installations n'ont pas été vérifiées: Matériels TGBT et l'armoire pompe non inspectés (car présence de guêpes),. DDR (dispositifs différentiels à courant résiduel) et continuité à la terre des récepteurs, examen des circuits terminaux non réalisés.

Au jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que:

- les travaux visant à lever les non-conformités électriques les plus importantes ont été réalisées ;
- les installations électriques qui n'ont pas été vérifiées en 2024 l'ont été lors du contrôle menée début juillet 2025 et pour lequel, il est en attente du rapport de l'organisme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de transmettre à l'inspection:

- le rapport de vérification des installations électriques de 2025 et de justifier que toutes les installations ont bien été vérifiées et si cela n'est pas le cas, il reprogramme un contrôle complémentaire de ces dernières;
- le plan d'actions détaillant la résorption des non-conformités électriques ainsi que les nouvelles qui auraient été notifiées lors du contrôle de 2025.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/1998, article 9.12
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat lors de l'inspection de 2024 :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que la réserve incendie (600 m³) a été démantelée suite un choc provoqué par des éléments de la cheminée lors de sa démolition. Une commande a été passée pour l'installation d'une nouvelle réserve pour début 2025. Les travaux sont prévus à partir du 06/01/2025 pour environ une semaine.</p> <p>Dans l'attente, en conséquence, le système sprinkleur (pour les installations électriques de moins de 1000 kVA) est hors service. Pour ce dernier, la visite semestrielle réalisée le 18/03/2024 de la société UXELLO a fait état de plusieurs non-conformités. Les reports d'alarmes SAS20 des silos 1,2,3 et SAS 18 du silo vrac 4 ne sont pas remontées dans les armoires.</p> <p>Enfin, pour remédier à l'absence de moyen en eau, l'exploitant indique avoir mis en place un protocole d'intervention avec les pompiers.</p> <p>L'exploitant devra fournir les justificatifs de l'installation de la nouvelle réserve incendie (factures, photos, et réception du SDIS). Il devra transmettre les justificatifs des vérifications des reports d'alarmes suite aux observations de la société UXELLO ainsi que la remise en service de son système sprinkleur.</p>
<p>Constats :</p> <p>La nouvelle cuve sprinkler a été installée et réceptionnée le 06/01/2025. Cette cuve fait 572 m³. La présence de la réserve a été constatée sur le terrain et la hauteur en mCE était bien de 7 mètres. L'exploitant précise que le contrôle de l'installation de sprinklage est prévu en septembre 2025 par la société UXELLO.</p> <p>Lors de la visite des installations, un essai de démarrage de la moto-pompe alimentant le sprinklage a été réalisé et ce dernier s'est avéré concluant (à noter que les ventelles du local sources se sont ouvertes et sont bien asservies au démarrage de la moto-pompe).</p> <p>En revanche au niveau de l'armoire de contrôle-commande, un défaut sur la batterie 1 est observé. Sur les écarts vus en mars 2024 par UXELLO, l'exploitant a indiqué le 13/06 que « les écarts stipulés concernaient le bâtiment incendie ainsi que la cuve source. Ces 2 éléments ont été remis en état complètement » et ont été vus par Uxello fin juillet 2025. L'exploitant est en attente du rapport.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de transmettre à l'inspection le rapport de vérification semestrielle de juillet 2025 sur le système de sprinklage et de justifier que tous les écarts affectant</p>

ce système sont levés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de transmettre à l'inspection le rapport de vérification semestrielle de juillet 2025 sur le système de sprinklage et de justifier que tous les écarts affectant ce système sont levés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Rejets milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/1998, article 6.3 / 12.3 / 12.3.1																			
Thème(s) : Risques chroniques, conformité																			
Prescription contrôlée :																			
Paramètres à analyser et VLE :																			
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th><th>Valeur limite</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Débit moyen</td><td>15 m³/h (débit d'orage 500 m³/h)</td></tr> <tr> <td>Température</td><td>30°C</td></tr> <tr> <td>pH</td><td>Entre 5.5 et 8.5</td></tr> <tr> <td>MES</td><td>30 mg/l</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>120 mg/l</td></tr> <tr> <td>DBO5</td><td>10 mg/l</td></tr> <tr> <td>Hydrocarbures totaux</td><td>5 mg/l</td></tr> <tr> <td>Métaux lourds (Sb, Co, V, Ti, Pb, Cu, Cr, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Se, Te, As)</td><td>15 mg/l</td></tr> </tbody> </table>	Paramètres	Valeur limite	Débit moyen	15 m³/h (débit d'orage 500 m³/h)	Température	30°C	pH	Entre 5.5 et 8.5	MES	30 mg/l	DCO	120 mg/l	DBO5	10 mg/l	Hydrocarbures totaux	5 mg/l	Métaux lourds (Sb, Co, V, Ti, Pb, Cu, Cr, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Se, Te, As)	15 mg/l	
Paramètres	Valeur limite																		
Débit moyen	15 m³/h (débit d'orage 500 m³/h)																		
Température	30°C																		
pH	Entre 5.5 et 8.5																		
MES	30 mg/l																		
DCO	120 mg/l																		
DBO5	10 mg/l																		
Hydrocarbures totaux	5 mg/l																		
Métaux lourds (Sb, Co, V, Ti, Pb, Cu, Cr, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Se, Te, As)	15 mg/l																		
Constat lors de l'inspection de 2024 :																			
<p>L'exploitant réalise une fois par an une analyse de ses eaux résiduaires au niveau du point n°1 (« La Fontaine du Poirier », bassin à l'entrée du site). Cependant, en 2023 aucune analyse sur les métaux totaux n'a été effectuée, alors que ce paramètre figure bien sur les analyses antérieures à 2020 et dans l'arrêté d'autorisation mais absentes depuis 2019.</p> <p>En 2024, l'exploitant a réalisé l'ensemble des analyses liées à la campagne PFAS (3 analyses) mais n'a pas procédé à l'analyse des eaux résiduaires sur les autres paramètres réglementés.</p> <p>A compter de 2025, l'exploitant veillera à effectuer l'analyse sur l'ensemble des paramètres définis dans son arrêté d'autorisation.</p> <p>Il transmettra les résultats de ces analyses à l'inspection via la saisie sur l'application GIDAF.</p>																			
Constats :																			
L'analyse des rejets pluviaux au niveau du point de rejet unique a été réalisée en mai 2025 par																			

<p>l'APAVE ; le bon de commande de février 2025 détaillait l'ensemble des paramètres à contrôler y compris les métaux lourds.</p> <p>Le rapport d'analyse des eaux rejetées, effectuée entre le 22 et le 23 mai 2025, a été présenté. Aucune dépassement d'une VLE réglementaire n'est observé.</p> <p>En revanche, le rapport indique que le débit n'a pas été mesuré et le prélèvement a été fait « au moyen d'un échantillonneur automatique asservi au temps du fait de l'impossibilité de réaliser une mesure de débit ». L'exploitant n'est donc pas en mesure de justifier que le débit maximal autorisé est respecté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que lors des prélèvements des eaux pluviales que le débit moyen horaire réglementé soit mesuré pour justifier de la conformité du rejet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 12 : Confinement des eaux d'extinction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/1998, article 6.6.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie est recueilli dans un bassin de confinement ... de 1800 m³.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances localement et à partir d'un poste de commande.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite sur site, il a été constaté que le bassin dit d'orage est en fait le bassin de confinement du site d'une capacité non vérifiée par l'inspection. Ce dernier est en béton.</p> <p>La vanne guillotine permettant l'isolement hydraulique du site a été observée et sa manœuvre est uniquement possible en utilisant un volant manuel. La commande électrique à distance a été démantelée avec les installations électriques de l'ancienne unité de cimenterie.</p> <p>Ainsi, la prescription supra n'est pas respectée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de se positionner sur la nécessité ou non de remettre en conformité les moyens de manœuvre de la vanne pour répondre à l'arrêté préfectoral de 1998.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois